

De la Moralisation Éléments de Politique Publique

1-Extraits du programme présidentiel

(Mes 54 engagements pour une nouvelle République.
synthèse de mon programme)

Point 4 : La moralisation de la vie politique et publique et le renforcement de la bonne gouvernance a travers :

- a)-La séparation de l'argent et de la politique ;
- b)-Une lutte résolue contre la corruption, le népotisme et le clientélisme ;
- c)-Ériger la compétence comme critère fondamental dans la sélection et la nomination aux différentes fonctions de l'État ;
- d)-La mise en place de mécanismes de contrôle et de veille pour garantir l'intégrité des responsables publics et une gestion saine des deniers de l'État ;
- e)-La reddition des comptes aux organes de contrôle de L'état ;
- f)-La transparence dans la gestion des finances publiques ;
- g)- La rénovation du cadre déontologique et juridique applicable aux agents publics ;
- h)-Une meilleure traçabilité de la décision publique et des actes et procédures liés à la gestion des deniers et biens publics et des marchés publics.

2- Extraits du plan d'action du gouvernement pour la mise en œuvre du programme du président de la république (16 février 2020) (pages 8 à 10)

1.2. Moralisation de la vie publique

Le gouvernement compte inscrire la lutte contre la corruption dans toutes ses formes, la moralisation et la transparence de l'action publique, au cœur du processus de réforme des services de l'État qu'il devra concrétiser.

L'enjeu d'une telle démarche visant à garantir l'impartialité, l'objectivité et la probité des personnes exerçant les plus hautes responsabilités publiques est déterminant pour garantir, non seulement l'État de droit, mais plus généralement le renforcement de la confiance des citoyens dans leurs institutions.

.....
L'enracinement des valeurs d'éthique et la rénovation du cadre juridique applicable aux agents publics.

.....

Le gouvernement entend également rénover le cadre déontologique applicable à l'ensemble des agents publics, encadrant le cumul d'activités des fonctionnaires, la prévention des conflits d'intérêts ainsi que l'élargissement des obligations déclaratives à de nouvelles catégories d'élus et d'agents publics. Il prévoit aussi l'instauration de nouvelles règles afin de bannir l'inamovibilité des responsables, source de dérives et d'abus.

3-Extraits du plan d'action du gouvernement pour la mise en œuvre du programme du président de la république (septembre 2021) (pages 18 et 19)

2.4. LA **Moralisation** de la vie publique

Le gouvernement poursuivra ses actions de lutte contre la corruption dans toutes ses formes, à travers la réforme des services de l'État, la moralisation et la transparence de l'action publique.

.....
2.4.2. L'enracinement des valeurs d'éthique et la rénovation du cadre juridique applicable aux agents publics.

Dans ce cadre, le gouvernement œuvrera à la mise en place d'un dispositif juridique permettant de prévenir les conflits d'intérêts dans la vie publique.

A ce titre, il veillera au développement de nouveaux mécanismes de prévention et de contrôle, afin d'assurer l'intégrité des agents publics et la bonne gestion des deniers de l'État, l'établissement d'une relation entre le citoyen et l'État, fondée sur les principes de la responsabilité et le devoir de redevabilité, à travers notamment la mise en place de la charte d'éthique et de déontologie des agents publics, ainsi qu'un cadre réglementaire relatif à la mobilité du personnel d'encadrement, afin de bannir l'inamovibilité des responsables qui constitue un risque de dérives et d'abus.

Extrait du plan d'Action du Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique

République Algérienne Démocratique et Populaire
Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique

Plan d'Action Sectoriel,
élaboré conformément à la note de M. le Premier Ministre n° 55 du 22 février 2020 relative à la mise en œuvre du Plan d'Action du Gouvernement

Dossier	Intitulé de l'action	Le mécanisme de mise en œuvre	La structure d'exécution (responsable)	Les structures ou secteurs partenaires	La forme d'aboutissement (le livrable)	L'échéance de mise en œuvre
1	Mettre en place le Conseil National d'éthique et de déontologie du secteur	1-appropriation des textes en lien avec l'éthique et la déontologie par une approche utile réaliste et ludique	experts et informaticiens rattachés à la CRUO en coordination avec le conseil d'éthique et la déontologie		concevoir et produire une application digitale sur support mobile	juin 2020
		2-diffusion de la culture éthique et déontologique en direction des étudiants	experts et informaticiens rattachés à la CRC en coordination avec le conseil d'éthique et la déontologie	CERIST	confection de modules en ligne	juin 2020
		3.1-redynamisation des comités d'éthiques avec l'élargissement de leurs prérogatives; et en renforçant leurs visibilité et leurs crédibilité.	MESRS		arrêté	juin 2020
		3.2-l'organisation d'une conférence nationale permettra de réaliser un état des lieux actualisé et de mobiliser toute la communauté universitaire autour de l'éthique et de la déontologie	les établissements supérieurs et de recherche		promotion de l'implementation des fondements éthiques et des regles déontologiques : charte actualisée ; engagement et élaboration du reglement interieur type des ES	samedi 11 avril 2020
		4-prévention et lutte contre le plagiat	experts et informaticiens rattachés a la CRE en coordination avec le conseil d'éthique et la déontologie	CERIST	1-concevoir et produire une application digitale sur support mobile dédiée au plagiat 2-guide des solutions logicielles de comparaison des travaux 3-guide de procédure de traitement 4-quiz sur le plagiat 5-ensemble de ressources informatiques de prévention	juin 2020
		5-chartre sur les examans et les concours	les trois CRU'S en coordination avec le conseil d'éthique et de déontologie		guide de procédures	juin 2020

		6-évaluation et éthique	les trois CRU'S en coordination avec le conseil d'éthique et de déontologie		guide de procédures	septembre 2020
		7-chartre sur les sciences et technologies approuvée par les pays Arabes sous l'égide de la Ligue Arabe et de l'UNESCO (19 octobre 2019)	conseil d'éthique et de déontologie		contextualisation: développement durable, protection de l'environnement et des animaux d'experimentations, protocole experimental... etc	octobre 2020